

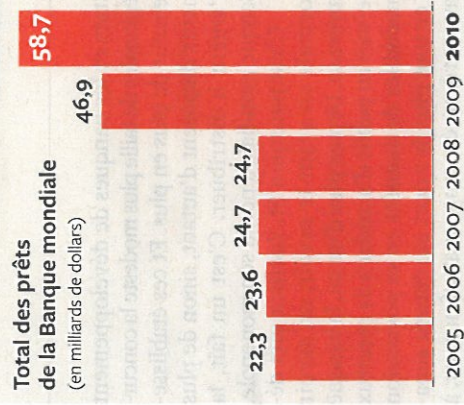
# Economie

**L'homme des Bush** Le président de la Banque mondiale, Robert Zoellick, a mené une grande partie de sa carrière sous les administrations des présidents Bush, père et fils. Sous-secrétaire à l'Agriculture et aux Affaires économiques, puis

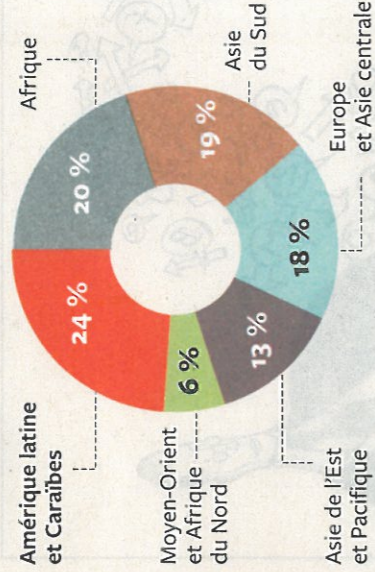
conseiller du département d'Etat et enfin chef de cabinet de la Maison-Blanche, sous la présidence du premier. Représentant spécial pour le commerce, puis secrétaire d'Etat adjoint pour le second. Il quitte le gouvernement et rejoint

Goldman Sachs en 2006 comme vice-président du conseil d'administration, avant que sa candidature à la présidence de la Banque mondiale ne soit proposée par George W. Bush, pour succéder à Paul Wolfowitz en 2007.

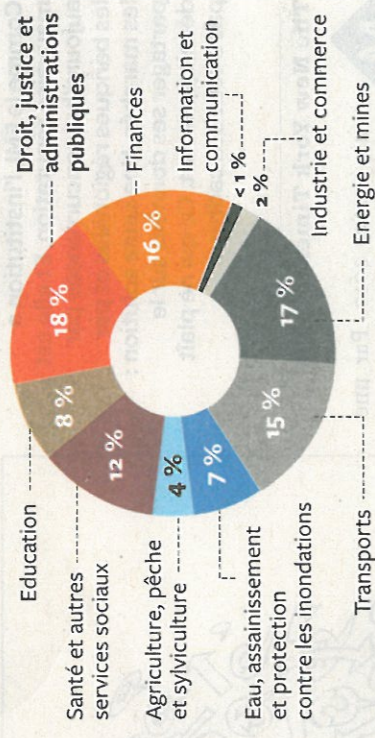
## Prêts : une accélération depuis la crise



**A qui ?** Prêts consentis en 2010 (par région, en % du montant total)



**Pour quels projets ?** Prêts consentis en 2010 (par secteur, en % du montant total)



**33** États clients et d'autres organisations. Mais la Banque mondiale, de son propre aveu, n'a pas réussi à inscrire ce concept de transparence dans la culture de la maison, malgré des améliorations notables sur les plans de la technologie et des outils de partage de l'information.

*"L'état-major peut toujours annoncer d'ambitueuses stratégies et réorganisations, mais il lui faut l'engagement des cadres intermédiaires pour les mener à bien",* rappelle David Ian Shaman, un ancien de la

a remporté le premier prix, assorti de 15 000 dollars [environ 10 000 euros]. Il avait présenté son application StatPlanet, qui permet d'explorer plus de 3 000 indicateurs économiques de la Banque mondiale au moyen de cartes et de graphiques interactifs. Parmi les travaux retenus figurait une application destinée aux femmes enceintes. Elle donne accès, via un téléphone portable, aux données de la Banque mondiale sur la santé périnatale dans leur pays, écrites dans leur langue. On a également évalué un jeu destiné à sensibiliser l'utilisateur au problème de la déforestation.

Après avoir créé des modèles pour le "crowd-sourcing" (littéralement : externalisation distribuée à grande échelle) et l'"open-sourcing" (les logiciels libres), la banque s'oriente maintenant vers les "mash-up" (applications composites). Un nouveau programme, Mapping for Results, propose des cartes interactives indiquant les emplacements de près de 3 000 projets engagés par la banque dans plus de 16 000 endroits dans le monde. Des liens

**"La norme, pour la Banque mondiale, c'est de collecter les données. Celles qui sont rendues publiques doivent être irréprochables"**

banque. "Or, l'encadrement intermédiaire est constitué de fiefs qui défendent leur territoire en maintenant le statu quo et qui, par conséquent, ne sont guère pressés de mettre en œuvre des changements."

Dans un livre intitulé *The World Bank Unveiled: Inside the Revolutionary Struggle for Transparency* [La Banque mondiale dévoilée : le combat révolutionnaire pour la transparence vu de l'intérieur], M. Shaman raconte la lutte qu'il menait à l'époque de Wolfensohn pour, par exemple, diffuser sur Internet les débats sur la politique interne. Au sein de la banque, on craignait qu'avec ce service, appelé B-SPAN, l'institution ne prête le flanc aux critiques et ne voie son autorité mise à mal. "La norme, pour la banque, c'est de collecter les informations. Et celles qui sont éventuellement rendues publiques doivent être soit d'une qualité irréprochable, soit mises en forme pour un public spécifique", précise M. Shaman.

En 2004, par exemple, on a interdit à B-SPAN d'enregistrer le discours d'Hermando de Soto, un économiste spécialisé dans le développement. Un discours qui avait pourtant été prononcé lors d'un événement célébrant les débuts d'une nouvelle politique d'accès à l'information !

conduisent vers des pages contenant des informations sur chaque projet, et les utilisateurs peuvent y superposer d'autres informations, qui, par exemple, montrent où la mortalité infantile est le plus élevée, pour voir si le travail de la banque dans ces régions répond aux besoins.

C'est un programme sensible, parce qu'il faudrait rendre publiques des données fournies par les clients (gouvernements et autres). D'un autre côté, il pourrait pousser ces clients à ajouter au site leurs propres données sur le développement socio-économique, ou à les rendre accessibles d'une autre manière.

### Donner l'exemple

Le gouvernement suédois a suivi le mouvement en lançant son prototype, un site Internet contenant des renseignements sur la destination de ses dépenses d'aide et l'impact de ces dernières. "L'objectif est d'assurer un maximum d'efficacité dans la lutte contre la pauvreté", a-t-il expliqué en annonçant ce projet. "Pour y parvenir, la coopération en matière de développement doit devenir plus transparente et accueillir les idées des autres."

Le Kenya vient lui aussi d'inaugurer un site donnant accès à des informations qui jusqu'à présent dormaient sur les étages de divers ministères. Les concepteurs de logiciels n'ont pas attendu pour se pencher dessus et se sont efforcés de dégager des tendances à partir des informations, en faisant par exemple une corrélation entre les dépenses publiques consacrées à l'éducation, les résultats des élèves aux examens, le taux d'alphabétisation et les inscriptions scolaires.

"La Banque mondiale nous a facilité les choses en autorisant le libre accès à ses données", se félicite Bitange Ndemo, secrétaire permanent à l'information du Kenya. Et l'utilisation de ces informations va permettre d'élaborer des politiques publiques sur des bases plus "scientifiques", de réduire la corruption au Kenya et d'engager plus de fonctionnaires : grâce à leurs connaissances acquises grâce à la banque, ils pourront remettre en

↑ Dessin de Beard, Espagne.

